

AUX ANTILLES

La lutte contre le colonialisme français se développe

La parodie d'élections qui vient de se dérouler à la REUNION où Debré est allé se faire élire par les « colons » nous rappelle vivement qu'un peu plus d'un an après que le peuple algérien ait arraché son indépendance, d'autres peuples, d'autres colonies vivent encore sous la fiction des « Français à part entière ». C'est le cas non seulement de la REUNION, mais de la GUYANE, de la MARTINIQUE et de la GUADELOUPE.

Dans ces différents pays, l'affirmation de de Gaulle « la décolonisation est terminée » a retentit comme une provocation, comme la volonté du pouvoir d'ignorer leur revendication nationale et de les enfermer définitivement dans le statut de « départements d'outre-mer ».

Les Antilles et la Guyane ne sont pas la France, elles sont terres d'Amérique avec tout ce que cela comporte d'original : un peuplement multiracial, une culture résultante de plusieurs cultures, une langue empruntée à l'Europe. Stimulées par les victoires de la Révolution dans les autres colonies, les masses antillaises se rassemblent actuellement sur le mot d'ordre d'« autonomie », leur lutte commence à déchirer le voile de silence de la presse bourgeoise.

Un camarade révolutionnaire antillais immigré participant à cette lutte nous en apporte les échos.

De Gaulle a déclaré il y a quelque temps que la décolonisation était achevée. Comment cela se traduit-il pour vous ?

Réponse. — Tu n'ignores pas qu'il n'en est rien. Sous prétexte que nous sommes classés « départements d'outre-mer » on veut ignorer que nous ne sommes que des colonies. La départementalisation pour nous n'est que le travesti d'une réalité coloniale. La preuve en est apportée, s'il en était besoin encore, par l'arrivée de renforts militaires par milliers. Quel département peut se vanter d'une telle sollicitude, sinon ceux du Nord lorsqu'il y avait la grève des mineurs ?

Ce rapprochement que tu fais signifie que le gouvernement s'attend à des mouvements ?

Réponse. — C'est l'évidence. Le colonialisme doit protéger les « Békés » (colons) qui affament notre peuple. Sous son régime la misère est générale — en dehors de quelques privilégiés qui se font les hommes de la colonisation — l'ouvrier des plantations de canne s'écroule sous la tâche du fait de la sous-alimentation. On mange moins qu'avant la colonisation et sais-tu ce qu'est le travail des plantations ? Un ouvrier doit donner jusqu'à dix mille coups de coutelas (coupe-coupe) par jour, assurer les vingt piles de vingt paquets qui lui sont exigés. Au milieu de la poussière piquante faite de petits poils qui s'envolent de la canne à sucre. Celui-là malgré sa peine a du travail, ce n'est qu'une exception au milieu d'un sous-prolétariat urbain famélique au chômage, ce qui le contraint à s'expatrier. En France il connaît les chambres d'hôtels où l'on s'entassent à plusieurs.

Aussi tu comprends le mécontentement qui règne là-bas.

Comment s'exprime-t-il ?

Réponse. — On ne peut pas parler d'un développement des luttes impétueuses, mais il y a une tension extrême. Cela se traduit par le fait qu'au moindre incident ça craque. Souviens-toi de l'histoire du scooter à Fort-de-France en 1959, en rien de temps tout le monde fut dans la rue et une manifestation anticolonialiste s'ensuivit. Mais il y a la répression et celle-ci en France on en parle très peu.

On nous tire dessus sans sommation comme en mars 1961 au Lamentin, au moment de la grève où il y eut officiellement quatre morts et vingt-cinq blessés. On interdit toute expression d'opposition. Lorsque les jeunes anticolonialistes tinrent leur congrès, on l'interdit et on empêcha toute manifestation en décrétant l'état d'alerte pendant trois jours avec déploiement de forces de police, patrouilles dans les rues, hélicoptères et half-track.

Les hélicoptères ils ne les ont pas amenés pour jeter de l'insecticide mais pour mieux surveiller la population.

On ne peut conserver aucun doute sur les sentiments réels des masses antillaises qui à chaque élection votent massivement en faveur des candidats de « gauche ». Parle-nous de la fraude électorale et en particulier du coup de force qui a été accompli contre la municipalité communiste du Moule ?

Réponse. — Il y a plusieurs moyens employés pour tourner le vote des masses. Les maires colonialistes sont passés maîtres en la matière.

Il y a le procès-verbal sans dépouillement. C'est simple et rapide. Le cas du maire de Schœlcher à la Martinique est typique. Pour un référendum il a obtenu : Inscrits : 3.045 ; votants : 3.045 ; oui : 3.045.

Il y a les votes multiples. On conserve les morts sur les listes électorales. Tu peux ajouter encore des habitants des communes voisines et on fait voter pour eux. Les partisans du régime votent ainsi plusieurs fois de suite sous l'œil bienveillant des gendarmes qui expulsent ceux qui protestent.

Ensuite il y a les pressions diverses. Les patrons assistent au vote et ceux de leurs ouvriers qui passent par l'isolement ne retrouvent plus leur place et sont signalés aux autres patrons.

...Ou encore les maires rayent des listes d'Assistance médicale gratuite ceux qui ne votent pas le bulletin ouvert. L'affaire du Moule est classique. Les élections ayant donné une majorité communiste, elles furent annu-

lées et aux élections suivantes le préfet massait les forces de police sur le Moule et eut la majorité qu'il désirait. Tu as pour finir toutes les ficelles de la corruption. Et le fait que des Antillais se laissent séduire parfois par « l'assimilation ».

Cette assimilation parle nous-en :

Réponse. — C'est la poursuite systématique de la dépersonnalisation de l'Antillais. Cela commence sur les bancs de l'école. Je me rappelle qu'on me faisait chanter « Je suis fier d'être bourguignon » ou « En passant par la Lorraine avec mes sabots » alors que j'étais pieds nus. Le programme scolaire ne comporte naturellement rien sur l'histoire des Antilles. Si tu veux apprendre un petit quelque chose sur celle-ci tu dois faire le « secondaire » et encore on ne parle pas toujours de l'esclavage de nos ancêtres, ni de leurs luttes, ni de Toussaint Louverture, de Delgrès et de tous nos héros.

Cette politique d'assimilation a longtemps fait des ravages auprès des « élites ». Il faut comprendre que tout contact international nous ait pratiquement refusé. Il est plus facile à un Antillais de venir à Paris que d'aller à la Jamaïque.

Parle nous des problèmes politiques actuels, des forces qui composent le camp des « autonomistes », des tentatives de création d'un Front Antillo-Guyanais, des tendances nouvelles qui émergent de l'avant-garde. Et pourquoi ne posez-vous pas la question de l'indépendance dans un contexte plus large vers une « Fédération Caraïbe » ?

Réponse. — Les « autonomistes » formaient la majorité des forces politiques, ils sont divisés sur les moyens pour l'obtenir. Leur camp est composé des Partis Communistes antillais, une partie du P.P.M. de Cesaïre, du P.S.U., des syndicats et de la plus grande partie de la jeunesse en particulier les étudiants immigrés qui avec « MATOUBA » leur revue font un bon travail. On peut dire qu'ils ont la majorité mais avec le brigandage électoral il est impossible de le démontrer par les votes. Ils sont réprimés continuellement, le journal du P.C. martiniquais « JUSTICE » est saisi régulièrement ; « MATOUBA » également et puisque tu parles du Front antillo-guyanais, son histoire est démonstrative de la peur du gouvernement français. Ce Front a été formé à Paris, en avril 1961 sous l'initiative de personnalités telles que A. Béville, E. Glissant, Marie-Joseph, M. Manville avec la participation des Partis Communistes antillais et se fixait comme tâches :

1. L'autonomie.
2. La fédération antillo-guyanaise. Comme il apparut au Congrès constitutif que cet organisme ne se contenterait pas de phrases le gouvernement en juillet l'interdisait.

Ce qui nous amène à te parler des tendances d'avant-garde. Beaucoup de jeunes en particulier, on en trouve le reflet dans « MATOUBA », arrivent à la conclusion que les voies électoralistes ne débouchent nulle part. Que nous ne pouvons plus nous contenter de ces fictions électoralistes. Que toutes les motions sont bonnes mais pratiquement impuissantes à changer quelque chose. L'idée d'un Front National de Libération progresse et je peux te dire que même si ce n'est qu'en paroles on parle beaucoup de Fidel Castro chez nous. Il ne s'agit peut-être pas de l'imiter purement et simplement mais son expérience doit nous servir. Ces tendances sont tout à fait pour l'indépendance et pour la Fédération Caraïbe.

Quelques dates Quelques chiffres

Guadeloupe et Martinique occupées par les Français en 1635, reprises plusieurs fois par les Anglais, sous contrôle français depuis 1815. Départements français depuis la loi du 19 mars 1946, ainsi que la Guyane et la Réunion. A l'exception de Paul Valentino, tous les parlementaires antillais de l'époque votèrent pour.

En 1960, les statistiques officielles donnent ces chiffres :

- L'âge moyen aux Antilles et Guyane ne dépasse guère 25 ans, la mortalité infantile et la mortalité atteignent 49 pour mille, alors qu'elles ne s'élèvent qu'à 22 pour mille en France.

- Le revenu annuel moyen est inférieur à 800 francs, alors qu'il dépasse 3.500 francs en France où le coût de la vie est moins élevé.

- La valeur moyenne de la ration alimentaire n'a pratiquement pas augmentée depuis l'abolition de l'esclavage.

- Les Conseils de Révision déclarent inaptes au service militaire 60 % environ des jeunes de 20 ans.

- 75 % de la population est tributaire de l'assistance médicale gratuite en raison de son faible revenu.

La caractéristique de l'économie antillaise et guyanaise est d'être sous-développée.

Son rôle dès le début de la colonisation a été de fournir à la France des biens et produits que celle-ci ne pouvait produire. Tabac, épices, café, canne à sucre, bananes, ananas, bois précieux et or si possible. Mais sitôt que la France peut le produire ou l'importer à meilleur prix, on abandonne sa production, ainsi du tabac et du café.

Toute la production est contingentée en fonction des besoins de la France. Un cordon douanier est rigoureusement appliqué du fait de la départementalisation.

Aucune raffinerie de sucre, ceci étant réservé à l'industrie française.

La totalité du commerce se pratique avec la France. Les produits manufacturés viennent de France à des prix plus cher que sur le marché mondial, notamment machines, engrais, tissus, ciment.

La Compagnie Générale Transatlantique possède le monopole du fret qu'elle fait payer parfois 50 % plus cher que le tarif international.

Conséquences de cette dépendance économique :

- L'agriculture n'est absolument pas diversifiée et l'industrie nulle.

- Des dizaines de milliers d'hectares de terre sont laissés en friche, alors qu'on prétend que les îles souffrent de la surpopulation.

- Le chômage permanent et semi-permanent touche 40 % de la population active et cet état de choses ne peut qu'empirer lorsqu'on sait que la mécanisation de l'agriculture rejette constamment la main-d'œuvre devenue excédentaire sans qu'elle puisse trouver de débouchés vers l'industrie.

- Immigration nombreuse vers l'industrie de la métropole, seule perspective.

Comment vous aider concrètement, immédiatement ?

Réponse. — Faites connaître notre lutte. Soutenez nos camarades immigrés et brisez le voile de silence qui entoure la répression. Il y a quelques temps on a arrêté plusieurs patriotes, qui en parle ? En dehors de l'Humanité, Libération il y a peu de chose. Or des patriotes attendent qu'on les libèrent. Henri Pied, Armongon, Désiré, Lamotte, Florent, Duffond, Riam, Lesor entre autres attendent et un meeting du Front pour la Défense des Libertés Démocratiques (FDLD) de protestation a été interdit, en même temps que 40.000 travailleurs martiniquais se mettaient en grève illimitée. Tout cela doit être connu. Tout comme doit être connu le développement de notre lutte et que le mouvement ouvrier français doit soutenir à fond s'il veut réparer le tort qu'il a fait aux Algériens en ne participant que très peu à leur libération.

Recueilli par G. M.

En vente aux Publications de Quatrième Internationale 21, rue d'Aboukir, Paris 2^e

Les œuvres de Léon TROTSKY

Ecrits 1928-1940, tome 1, L'exil. Staline théoricien. Le premier plan quinquennal. 10 F
Ecrits 1928-1940, tome 2, Où va la France... 5 F
Ecrits 1928-1940, tome 3, La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933.

La révolution espagnole... 16 F
Les trois tomes... 25 F
La Révolution trahie... 9 F

Vient de paraître

Aux Editions de Minuit

Un volume de 856 pages « De la Révolution » de Léon TROTSKY comprenant : Cours nouveau. La Révolution Défigurée. La Révolution Permanente. La Révolution Trahie, avec une introduction d'Alfred ROSMER... 40 F